

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE n° 06 - 051 / DDD

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

LE PREFET DES YVELINES,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

Bureau de l'Environnement

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu le décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 juin 1999 autorisant à la Société Nationale de Chemin de Fer Français (SNCF), dont le siège social est situé 88, rue de Saint-Lazare à Paris (75009), la régularisation d'un entrepôt et d'un stockage de liquides inflammables sur son centre de distribution logistique du Service National des Messageries (SERNAM) à Trappes (78190), 27, rue Roger Hennequin, Z.I. de Trappes-Elancourt, ces activités étant soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes :

Activité soumise à autorisation :

**1510-1** : stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans un entrepôt couvert dont le volume est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup> (721 500 m<sup>3</sup>)

Activités soumises à déclaration :

**2910** : installation de combustion, la puissance thermique de l'installation étant comprise entre 2 MW et 10 MW

**253/1430** : dépôt de liquides inflammables dont la capacité équivalente totale est comprise entre 10 et 100 m<sup>3</sup>

**2925** : atelier de charges d'accumulateurs, la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 MW

**1180-1** : polychloroterphényles, utilisation de composants, appareils imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30l de produit

Vu le décret n°2002-680 du 30 avril 2002 modifiant la nomenclature des installations classées changeant ainsi les rubriques n° 253/1430 en 1432-2b et n°2910 en 2910-A-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 septembre 2003 fixant des prescriptions complémentaires à la société SERNAM LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 14, avenue Edouard Vaillant à Pantin (93500), visant à compléter et mettre à jour son étude de dangers pour son établissement situé à Trappes (78190), au 27, rue Roger Hennequin ;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 donnant acte à la société SERNAM Logistique Distribution Intégrée (LDI), dont le siège est 14, avenue Edouard Vaillant à Pantin (93500) de sa déclaration de succession dans l'exploitation des activités précédemment exploitées par la Société des Chemins de Fer Français (SNCF) sur le site de Trappes (78190), 27, avenue Roger Hennequin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2004, mettant en demeure la société SERNAM LDI pour son établissement de Trappes (78190), sis au 27, avenue Roger Hennequin, de réaliser une étude technico-économique relative à la réduction des délais de mise en conformité des cellules du bâtiment A par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1999 ( article de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003) ;

Vu le rapport du 09 janvier 2006 par lequel l'inspection des installations classées propose d'imposer à la société SERNAM LDI de nouvelles prescriptions donnant suite aux conclusions de l'étude de dangers mise à jour, visant à réduire les zones d'effets des risques thermiques ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène au projet de prescriptions complémentaires, modifié et complété lors de sa séance du 20 février 2006 ;

Considérant que le projet d'arrêté a été modifié suite au courrier de l'exploitant en date du 07 avril 2006, signalant la difficulté pour budgéter la même année les travaux sur les parois extérieures cellules A1 et A3 et les travaux sur les parois extérieures des cellules D1 et D3 dans le cadre de la réalisation des travaux de cloisonnement et de désenfumage des cellules:

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 et de prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

## ARRETE

### ARTICLE 1 : AUTORISATION

Le Service National de Messagerie (SERNAM), dont le siège est situé 14 avenue Edouard Vaillant (93500)Pantin, est tenu de respecter les dispositions suivantes pour l'exploitation de l'entrepôt qu'il exploite 27 Avenue Roger Hennequin sur la Zone Industrielle de Trappes Elancourt.

### ARTICLE 2 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

#### 2.1 Parois extérieures

Les murs pignons respectent les dispositions constructives suivantes :

| Cellule         | Hauteur (en mètres)<br>du mur coupe-feu 2 heures |
|-----------------|--|
| A1 façade Nord  | 9  |
| A1 façade Ouest | 2  |
| A2 façade Ouest | 2  |
| A3 façade Ouest | 3  |
| D1 façade Est   | 6  |
| D2 façade Est   | 6  |

## 2.2 Cellules

Les dispositions du Titre 3 Chapitre 5 article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral n°99-184 du 29 juin 1999 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'entrepôt est divisé en 9 cellules dont les surfaces sont les suivantes :

|                           |                            |
|---------------------------|----------------------------|
| A1 : 6 912 m <sup>2</sup> | C1 : 9 504 m <sup>2</sup>  |
| A2 : 6 480 m <sup>2</sup> | C2 : 10 368 m <sup>2</sup> |
| A3 : 7 776 m <sup>2</sup> | D1 : 10 368 m <sup>2</sup> |
| B1 : 6 048 m <sup>2</sup> | D2 : 10 080 m <sup>2</sup> |
| B2 : 6 048 m <sup>2</sup> |                            |

Les murs séparant ces 9 cellules sont coupe-feu de degré minimum 2 heures.

Les murs séparant la chaufferie de l'entrepôt sont coupe-feu de degré minimum 2 heures.

La stabilité au feu de la structure est de degré une demi-heure au moins.

La toiture de l'entrepôt satisfait la classe et l'indice T30/1 (temps de passage du feu à travers l'élément supérieur à 30 min et temps de propagation du feu en surface de la couverture supérieur à 30 mm).

Les portes d'intercommunication de ces cellules sont coupe-feu de degré 2 heures et asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie."

### ARTICLE 3 : DESENFUMAGE

Les dispositions du Titre 3 Chapitre 5 article 2.2.4 de l'arrêté préfectoral n°99-184 du 29 juin 1999 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

La toiture des bâtiments comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant en cas d'incendie, l'évacuation des fumées.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 0,5 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 4 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage."

## **ARTICLE 4 : DETECTION INCENDIE**

Un système de détection incendie équipe chaque cellule de l'entrepôt. En cas de déclenchement de ce système, une alarme visuelle et/ou sonore est reportée au poste de sécurité.

## **ARTICLE 5 : VENTILATION**

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale au feu.

Des amenées d'air neuf d'une surface équivalente à celle des exutoires doivent être assurées sur l'ensemble du volume du stockage. Elles peuvent être constituées soit par des issues ouvrant en façade, soit par les portes des locaux à ventiler, donnant sur l'extérieur.

## **ARTICLE 6 : ISSUES**

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

## **ARTICLE 7 : ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

Les dispositions de l'article 1 du Titre 4 de l'arrêté préfectoral n°99-184 du 29 juin 1999 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

### **7.1 CONDITIONS D'EXPLOITATION**

Les ateliers de charge d'accumulateurs respectent les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 et notamment les prescriptions suivantes.

### **7.2 IMPLANTATION - AMENAGEMENT**

Les locaux abritant les ateliers de charge présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré ½ heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare flamme de degré ½ heure.

### **7.3 VENTILATION**

Les ateliers sont équipés d'un dispositif de ventilation forcée afin d'éviter toute formation d'un mélange gazeux détonant. L'arrêt des appareils de ventilation commande une alarme au poste de sécurité et l'arrêt de la charge des accumulateurs.

## 7.4 RETENTION

"Le sol des ateliers est imperméable, résistant aux acides et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement."

## ARTICLE 8 : ECHEANCIER

Les dispositions de l'article 1 du titre de l'arrêté préfectoral n°99-184 du 29 juin 1999 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

"Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exception des prescriptions suivantes :"

| Articles | Objets                             | Cellules | Délais d'application à compter de la notification l'arrêté préfectoral |
|----------|------------------------------------|----------|--|
| 2.1      | Parois extérieures                 | A1       | 1 an   |
|          |                                    | A3       | 1 an   |
|          |                                    | D1       | 2 ans  |
|          |                                    | D2       | 2 ans  |
| 2.2      | Cellules                           | B1       | 3 mois   |
|          |                                    | B2       | 3 mois   |
|          |                                    | A1       | 2 ans  |
|          |                                    | A3       | 3 ans  |
| 3        | Désenfumage                        | B1       | 3 mois   |
|          |                                    | B2       | 3 mois   |
|          |                                    | A1       | 2 ans  |
|          |                                    | A3       | 3 ans  |
| 6        | Ateliers de charge d'accumulateurs | B1       | 3 mois   |
|          |                                    | B2       | 3 mois   |
|          |                                    | A1       | 2 ans  |
|          |                                    | A3       | 3 ans  |

## ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 - Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de TRAPPES où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

9.2 - Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

9.3 - En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, la société sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement livre V - titre 1<sup>er</sup>.

9.4 - Délais et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif (article L.514-6 du code de l'environnement) :

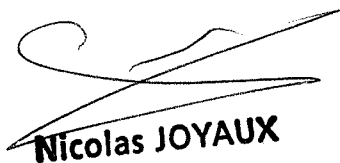
▫ par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;

▫ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**ARTICLE 10 :** Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Trappes, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional de la recherche, de l'industrie et de l'environnement d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

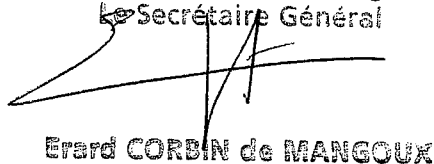


**POUR AMPLIATION**  
**LE PRÉFET DES YVELINES**  
et par délégation  
**L'Attaché, Chef de Bureau**

  
**Nicolas JOYAUX**

Fait à Versailles, le **06 JUIN 2006**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
**Erard CORBIN de MANGOUX**